

Les **R**encontres d'**O**ccitanie

**GROUPE
LA DÉPÊCHE
DU MIDI**



Les Rencontres d'Occitanie sont un nouveau cycle de conférences-débats lancé en 2017 par le Groupe La Dépêche du Midi. Chaque mois, des personnalités de premier plan viennent enrichir la réflexion des décideurs locaux sur des thèmes majeurs pour l'avenir de notre nouvelle Région (recherche, éducation, culture, innovation, export, environnement, tourisme, aéronautique). Ces rencontres se placent au cœur des défis que doit relever l'Occitanie et souhaitent accompagner l'appréhension d'un monde en constante mutation.

Sixième édition
**Face aux fractures territoriales,
réinvestissons la France... Focus sur l'Occitanie**
Jeudi 22 juin 2017

Bruno Cavagné
Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP)



Sur la région toulousaine, Bruno Cavagné dirige GIESPER, une entreprise familiale fondée par son grand-père il y a 85 ans. En 20 ans, il a su développer ce groupe spécialiste des Travaux Publics et du Bâtiment en le diversifiant (recyclage, hôtellerie et promotion). Élu à la tête de la Fédération Nationale des Travaux Publics (7 500 entreprises, 245 000 salariés) en 2013, il vient d'être réélu pour un second mandat. Président de la FRTP Midi-Pyrénées de 2008 à 2013, Bruno Cavagné est un homme engagé dans de nombreux organismes (CCI, MEDEF, CESE, BTP Banque, SMAvie BTP, etc.)

**123
567** Chiffres clés

70%

70% des Travaux Publics dépendent de la commande publique.

Les communes représentent 57% de ces investissements.

35 000

En neuf ans, le secteur des Travaux Publics a perdu 35 000 emplois. L'année 2015 a marqué le niveau d'activité le plus bas de son activité depuis 30 ans ; le chiffre d'affaires des Travaux Publics est passé de 47 milliards à 38 milliards d'euros.

3,6 milliards

En Occitanie, le secteur des Travaux Publics pèse 3,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires et représente près de 25 000 salariés et 5000 établissements. Après huit ans de crise, le secteur a connu en 2016 une légère reprise.

Contenu de la conférence

En 1995 déjà, Jacques Chirac s'était fait élire Président de la République sur le thème de la fracture sociale. En 20 ans, les politiques n'ont pas su apporter de réponses.

La France est toujours traversée de fractures : d'est en ouest en matière de richesse (PIB/hab.), mais aussi entre les métropoles qui concentrent emplois et activités économiques, et les territoires ruraux qui se sentent abandonnés.

Ces fractures se traduisent sur un plan politique par une défiance des Français à l'égard du politique et un vote de rejet (extrême droite et extrême gauche).

Comment la France en est-elle arrivée là ? L'état manque de vision et l'une de ses erreurs a été de supprimer les structures de prospective à moyen et long terme (DATAR et DTE). Depuis des années, une gestion au jour le jour du budget et des comptes publics a fini par l'emporter, et l'investissement public est devenu une variable d'ajustement. La politique d'aménagement du territoire a été abandonnée à la concurrence (entre Régions et entre Métropoles), alors que l'état doit garder un rôle pour préserver les équilibres.

Que peut-on faire ? La FNTP s'engage : elle a organisé en 2017 un "Tour de France des Infrastructures" (11 débats participatifs) et a lancé une campagne, "[Réinvestissons la France](#)", en formulant 12 propositions concrètes*. Les infrastructures représentent, selon elle, une solution car elles sont au cœur du réacteur de l'économie. Elles alimentent tous les vaisseaux qui font fonctionner l'organisme France : en eau, en énergie, en mobilité, en communications, etc.

En Occitanie, les annonces de la Présidente de Région, Carole Delga, sont d'excellentes initiatives avec le Plan Marshall (1 milliard d'euros pour la rénovation des bâtiments, pour la construction de nouvelles infrastructures et l'entretien du patrimoine existant) et le Plan Littoral (développement de la façade méditerranéenne, dont le port de Port-La-Nouvelle).

Sujet d'intérêt général, les infrastructures renforcent la compétitivité de l'économie et l'attractivité des territoires, garantissent la cohésion de la société et participent à la croissance verte.

* La FNTP a lancé un programme de 12 propositions : "[Réinvestissons la France](#)".



Bruno Cavagné accueilli par Marie-France Marchand-Baylet, Vice-PDG du Groupe La Dépêche du Midi.



Verbatim

•"Depuis des décennies, l'État n'a plus mené qu'une politique de pansement et non de traitement. Il a géré les problèmes au coup par coup, sans savoir se projeter dans le futur. L'argent étant de plus en plus rare, il nous faut réfléchir à comment faire mieux avec moins."

•"Dans le Conseil d'orientation des infrastructures que nous proposons, le public et le privé doivent travailler ensemble dans l'intérêt général. Il est faux de dire que seuls les fonctionnaires travaillent dans l'intérêt général. Nos entreprises sont 'business to society'."

•"La loi NOTRe, ce n'est ni fait ni à faire. Mais, aujourd'hui, n'y retouchons plus ! L'État nous a dit qu'il la faisait pour faire des économies et pour plus de compétitivité. Si c'était le cas, pour être compétitif au niveau mondial, il aurait fallu aller jusqu'à Bordeaux et faire une région de la façade méditerranéenne à la façade atlantique. Là, avec l'Occitanie, nous sommes au milieu du gué."

•**"Un nouveau quinquennat est le moment de poser les problèmes sur la table.** On a un Président qui est jeune, qui a envie et qui est là où on ne l'attend pas... Profitons de ce nouvel état pour avoir une vision un peu différente. Que veut-on pour notre pays ? Quelle société voulons-nous demain ? Où veut-on emmener les Français ? Et ce projet ne peut pas être que de promettre du sang et des larmes..."

•**"Nous ne voulons pas de dette grise pour les générations futures** parce que nous aurons renoncé à investir dans des infrastructures essentielles et que nous n'aurons pas fait les choix nécessaires. **L'investissement, ce n'est pas que des charges. Il peut être positif.** Je dis souvent à Bercy qu'ils ne font pas de l'économie mais de la comptabilité. Et de la comptabilité à flux unique - entrant -, parce que le 'sortant', ils ne veulent pas en entendre parler."



QUESTIONS / TÉMOIGNAGES

*Didier Kruger, Directeur Régional de la DREAL Occitanie
(Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement)*



"Le grand public associe souvent le mot 'infrastructures' aux routes et aux autoroutes, au fait qu'on va dénaturer un paysage. C'est très loin de notre métier. Quand on passe l'A61 à 2X3 voies à l'ouest de Narbonne comme nous sommes en train de le faire, le défi à y surmonter est la récupération des eaux de pluie ! Il faut l'expliquer à la population pour éviter tout syndrome de rejet. Nous défendons l'intérêt collectif."

*Jean-Louis Chauzy, Président du CESER Occitanie
(Conseil Économique, Social et Environnemental Régional)*



"La question la plus importante aujourd'hui est celle des modèles financiers pour porter de nouvelles infrastructures. Quand j'entends Guillaume Pépy, Président du Directoire de SNCF, annoncer que le financement de la future LGV Bordeaux-Toulouse sera à 100% public, je me dis que ce sont nos petits-enfants qui la verront... Le financement des travaux du 'Grand Paris' est plus innovant et c'est parce qu'il y a la main de fer de l'État que les engagements seront respectés. Il faut, par ailleurs, que l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France) ait enfin des ressources pérennes."

Vous avez parlé de l'abandon des outils de programmation. Mais il en existe : les Plans État-Région. Doivent-ils, selon vous, évoluer ou être utilisés différemment ?

Maud Vuillardot, Directrice associée de Régions Magazine



Bruno Cavagné : "Ils existent depuis 25 ans et je ne crois que pas un Président ne les a tenus... au moins dans les délais. Ces plans ont le mérite d'exister, mais il manque d'une vraie programmation. Résultat, ce sont les collectivités qui doivent avancer l'argent... L'État doit tenir ses engagements et avoir un véritable plan, avec des financements bien établis."



Olivier Lamarque, Directeur des relations institutionnelles pour les Laboratoires Pierre Fabre.



"Le manque d'infrastructures est une question qui nous touche particulièrement dans notre groupe. Notre société, de 1500 salariés, est née à Castres, une sous-préfecture de province qui est à une heure de toute infrastructure routière. Cela a des conséquences sur notre attractivité : nous avons du mal à trouver des sous-traitants locaux. Il y a 20 ans, Castres comptait 45 000 habitants contre 40 000 aujourd'hui. On ne peut que constater que les métropoles attirent la croissance et que la dégradation de l'activité publique se joue dans les territoires ruraux."



Alain Di Crescenzo, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la région Occitanie (CCI Occitanie)



"Nous venons de rendre un [livre blanc sur l'aménagement du territoire de l'espace métropolitain toulousain](#). Il faut être clair : Toulouse ne connaîtra pas d'autres expansions économiques si nous ne trouvons pas des solutions en termes de circulation et d'infrastructures. Il nous faut de l'ambition et une vision pour nos territoires. Pour l'heure, je ne la vois pas. Soyons aussi curieux ! Ma société (IGE+XAO) est présente dans 22 pays et il y a de bonnes choses ailleurs. De grâce, allons les voir !"



Nous avons de très belles infrastructures en France ; il suffit de voyager dans d'autres pays pour s'en convaincre. Pourtant, vous avez émis des doutes sur l'entretien de nos réseaux, ce qui pourrait nous faire perdre en compétitivité. Pouvez-vous développer ?
Christian-Jacques Berret, Directeur Régional de la Banque de France



Bruno Cavagné : "C'est plus qu'un doute ! Tous nos indicateurs sont dans le rouge : 25% de l'eau de nos réseaux part dans la nature, les coupures électriques sont en augmentation, l'entretien des routes nationales a baissé de 50% en 5 ans, etc. Nos infrastructures vieillissent, sauf que nos concurrents, eux, investissent. Regardez Paris, cela fait 25 ans que nous attendons le 'Charles-de-Gaulle Express' qui reliera enfin l'aéroport à la capitale !"

Notre cluster regroupe des "pépites en croissance", qui sont parfois isolées entre Toulouse et

Montpellier. Quels types d'actions pouvons-nous mener pour que chacune puisse apporter de la valeur ajoutée au pays ?

Jean-Pierre Boffy, Vice-président du cluster Leader Occitanie



Bruno Cavagné : *"C'est une question compliquée et il n'y a pas de recette miracle. Nous avons la chance d'avoir des dirigeants plutôt jeunes qui s'intéressent aux start-ups. Cette prise de conscience est nécessaire de la part de tous les élus. Je crois beaucoup aux échanges, aux rencontres et surtout à la pédagogie... beaucoup de pédagogie."*

Face à la vague d'innovations qui déferle sur le transport (vélo électrique, voiture électrique, co-voiturage, hyperloop), comment envisagez-vous le développement de nouvelles infrastructures en Occitanie ?

Question Internet #RencontresOccitanie

Bruno Cavagné : *"Le problème n'est pas du tout technique, car nous savons faire, même des routes solaires et des routes 5ème génération. Le problème est plus dans l'adéquation entre l'offre et la demande et dans la capacité de l'usager à payer. L'hyperloop - le train à hyper grande vitesse dont le siège social est à Toulouse - fait rêver. Il faut attendre la phase économique avec cette question : l'usager sera-t-il prêt à payer ?"*

CONCLUSION DES DÉBATS

Des idées pour agir en Occitanie : les pistes de réflexion de Bruno Cavagné

- ✓ créer un Conseil d'orientation des infrastructures qui regroupe tous les acteurs intéressés, publics comme privés
- ✓ définir une loi de programmation qui priorise les grands projets d'infrastructures nationaux et l'agencement des financements, pour avoir une vision claire à 5 ans
- ✓ reconnaître aux Régions une compétence en matière d'infrastructures avec la mise en place d'instances régionales de coordination et de concertation
- ✓ que l'État et les Collectivités locales signent un Pacte durable de manière à ce que ces dernières aient plus de liberté, de visibilité et de sécurité
- ✓ rénover et renforcer l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France) pour disposer d'un véritable outil de financement avec une capacité d'endettement et un effet de levier
- ✓ lancer une démarche d'entretien du patrimoine des infrastructures dans tout le pays pour qu'elles ne se dégradent.

Revivez la conférence/débat



Retrouvez L'interview de Bruno Cavagné




Prochaines Rencontres d'Occitanie

Rendez-vous en septembre

pour les prochaines éditions...


Leila Bijaoui-Rouch

Chargée de mission auprès de la Présidence
Les Rencontres d'Occitanie

 @rencontres_oc

Gwenaëlle Guerlavais

Animatrice & rédactrice de contenus

 @Guerlavais

POUR TOUTE INFORMATION :

contact@rencontres-occitanie.fr

Tel : 05 62 11 95 96



LA DÉPÊCHE

Midi Libre

L'INDÉPENDANT

EN PARTENARIAT AVEC :



LE TRAIT D'UNION DE L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE DE NOTRE RÉGION

Crédit Photos : Max Berullier

© 2017 Les Rencontres d'Occitanie

Si vous ne souhaitez plus recevoir de Newsletter des Rencontres d'Occitanie, [suivez ce lien](#)